



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires
S.E.E.P.R.
Cellule procédures environnementales

CJ

Installations classées
n° 2012 MD 70 IC

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la société MHCS
de respecter certaines prescriptions concernant l'exploitation
de ses activités d'entreposage,
situées sur la commune de RECY (51520)**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu :

- le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire et en particulier l'article L. 514-1 ;
- le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- l'arrêté préfectoral n° 2009 A 140 IC du 16 octobre 2009 relatif à l'autorisation d'exploiter de MHCS dont certaines prescriptions ne sont pas respectées en particulier l'article 7.5.1;
- le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 5 juin 2012 établi à l'issue de la visite d'inspection du 6 avril 2012 ;

Considérant :

- que la société MHCS est autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 2009 A 140 IC du 16 octobre 2009, à exploiter sur le territoire de la commune de RECY, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en particulier les rubriques n° 1510 relative aux entrepôts couverts et 1511 relative aux entrepôts frigorifiques ;
- que lors de la visite d'inspection du 6 avril 2012, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2009 susvisé ;
- que lors de cette visite, l'inspection des installations a constaté la présence de non-conformités vis-à-vis des conditions imposées par la réglementation en particulier le non-respect de dresser la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et de déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps ;

- que ces détecteurs, avec report d'alarme, servent à la surveillance et à la détection des zones pouvant être à l'origine de risques ;
- que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en particulier (la sécurité, santé, salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la commodité du voisinage) ;
- qu'il y a lieu de contraindre la société MHCS à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;
- qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement en mettant la société MHCS en demeure de satisfaire à ces prescriptions ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne par intérim,

Arrête :

Article 1er :

La société MHCS, dont le siège social est situé 9 avenue de Champagne à EPERNAY (51200), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Parc Industriel de Cités en Champagne à RECY (51520), de se conformer aux dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2009 et ce conformément aux dispositions de l'article 2 ci après.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

Article 2 :

Sous **un délai d'un mois**, l'exploitant transmet la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps conformément à l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2009 susvisé.

Cette liste est adressée en double exemplaire au préfet du département de la Marne, dès sa réalisation.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 5 : Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne par intérim, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et Mme l'inspectrice des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Recy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société MHCS, implantée sur le territoire de la commune de Recy au parc industriel de Cités en Champagne.

Monsieur le Maire de Recy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **22 JUIN 2012**

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC

